



REDEPLOIEMENT IMPÉRIALISTE OU SOLIDARITÉ AVEC LE TIERS MONDE

Le gouvernement vient d'obtenir un prêt d'une trentaine de milliards de francs auprès du Marché commun pour financer le déficit de la balance des paiements. Venant après d'autres emprunts de devises, celui-ci présente la caractéristique d'être assorti d'un droit de regard et de contrôle sur la politique économique française de la Commission de la CEE, c'est-à-dire des autres pays européens, dont la logique repose sur l'austérité, la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, la remise en cause de leurs droits sociaux. Ceci rend cet emprunt inacceptable, d'autant qu'il ne contribue en rien à résoudre les problèmes : le même jour, le dollar atteignait 7,41 francs entraînant une nouvelle ponction sur l'économie française.

Jean Le Garrec vient pourtant d'affirmer qu'*«avec le poids des contraintes, il n'y a pas d'autre politique possible pour la gauche que celle mise en œuvre par le gouvernement»*. Ces contraintes sont bien connues. Elles ne sont autres que l'hégémonie du dollar, la volonté de l'impérialisme américain d'exporter sa crise sur les autres pays, en particulier sur ceux du Tiers Monde, les lois et règles du marché impérialiste mondial qui régissent le redéploiement impérialiste des capitaux occidentaux, l'exportation des capitaux, la spéculation. Autant de facteurs qui n'ont rien de fatal pour la France, qu'on peut combattre, sauf si l'on choisit d'en profiter sur le dos des peuples et pays du Tiers Monde et si l'on fait porter le poids aux travailleurs par la mise en œuvre d'une politique d'austérité.

Devant les ministres de l'OCDE, François Mitterrand s'est prononcé pour la reconstruction de l'ordre économique international. Il a insisté, dans ce but, sur le développement du Tiers Monde, l'instauration d'une autre division internationale du travail, l'aménagement des financements à partir des besoins réels des pays en voie de développement. De tels objectifs sont de nature à s'attaquer aux causes mêmes de l'aggravation de la situation économique, monétaire et financière internationale. Leur mise en œuvre suppose de s'engager dans la voie des nécessaires ruptures avec le système impérialiste mondial. Ils ont d'ailleurs rencontré un écho important dans le Tiers Monde, principale victime du système économique actuel, même si la proposition de François Mitterrand de tenir la Conférence monétaire internationale dans le cadre du FMI est inadaptée, du fait de la sous-représentation du Tiers Monde dans cet organisme et de ses ingérences dans de nombreux pays en développement.

Le Tiers Monde sera absent du Sommet qui va réunir dans quelques jours à Williamsburg, les sept principaux pays impérialistes. Le PCML vient d'écrire à François Mitterrand pour que soient pleinement pris en considération la place et le rôle que doit avoir le Tiers Monde dans la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique international, ses revendications récemment précisées lors de la Conférence de New-Delhi des non-alignés, sa volonté de négociations globales Nord-Sud dans le cadre de l'ONU.

Pierre BAUBY

Contre l'entreprise de déstabilisation de la droite, CONSTRUIRE L'UNION LA PLUS LARGE

Dans une lettre adressée aux partis, syndicats et associations du mouvement ouvrier et populaire ainsi qu'aux députés et aux sénateurs de gauche, le Secrétariat politique du PCML souligne combien la situation actuelle est préoccupante (volonté de déstabilisation des leaders de droite, campagne raciste contre les travailleurs immigrés, capacité d'influence accrue de l'extrême-droite dans la presse et par de nouveaux relais, agissements de groupes et milices d'extrême-droite lors des manifestations d'étudiants et de commerçants). La lettre indique notamment : *«Tout cela exige une riposte ferme et rapide. Dans ce souci, nous avons écrit au premier Ministre Pierre Mauroy afin que des mesures gouvernementales soient prises, notamment la dissolution des groupes et milices d'extrême-droite et la sanction de leurs agissements»*.

Estimant qu'*«on aurait tort de ne voir dans les mouvements actuels des paysans, commerçants et étudiants qu'une seule manipulation de la droite»*, la lettre souligne l'importance de l'enjeu pour les travailleurs : *«petits commerçants, petits paysans, étudiants seront-ils alliés de la classe ouvrière ou rejetés vers le grand capital, le patronat et la droite? Nous pensons qu'il est urgent de reconnaître un malaise qui converge avec l'inquiétude et les revendications des travailleurs face à l'offensive du capital et aux mesures d'austérité engagées, plutôt que d'accentuer un divorce uniquement profitable à la droite et à son entreprise de déstabilisation»* (cf PCML Flash n°38 - 12 mai 1983).

D'où la nécessité de la mobilisation et de l'unité la plus large : *«Aussi la mobilisation indispensable des forces ouvrières et populaires doit-elle, de notre point de vue, viser à isoler et à réduire la cible - le capital, les leaders de droite et leur entreprise de déstabilisation - et à unir tous ceux qui peuvent l'être, par la reconnaissance mutuelle des intérêts attaqués par le grand capital. Notre parti souhaite que la riposte se construise dans l'union la plus large des forces ouvrières et populaires et dans le respect de leurs différentes composantes, et se déclare prêt à y participer activement»*.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travaillleurs mensuel
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F

11 mai, Marseille :

PROCES EN CORRECTIONNELLE DU CRS ASSASSIN DE HOUARI BEN MOHAMED

Deux ans et demi après les faits, 300 personnes se sont retrouvées devant le tribunal pour savoir si le meurtre d'un immigré justifie ou non la cour d'Assises.

La détermination du rassemblement et la présence d'un public nombreux dans la salle d'audience ont pesé sur le déroulement des débats. La présidente du tribunal a cherché à comprendre ce qui s'était passé et a poussé Taillefer (le CRS) dans ses retranchements et ses contradictions. L'avocat de la partie civile qui demande au tribunal de se déclarer incompetent au profit de la cour d'Assises, a plaidé l'homicide volontaire et l'a prouvé par les faits et les actes successifs de Taillefer. De même, il a plaidé et dénoncé le racisme, aidé en cela par une avocate membre de la Ligue des droits de l'homme, mais... la défense a refusé la cour d'Assises pour une « simple maladresse » !... Les deux témoins principaux manquaient : les deux CRS accompagnant Taillefer lors du contrôle ont été déclarés... introuvables ! Le procureur a requis un an de prison avec sursis. Le jugement sera rendu mercredi 18 mai.

La sortie du tribunal fut pénible et houleuse : il est, en effet, difficile d'attendre encore et surtout de voir le CRS assassin sortir, une fois de plus, libre. Mercredi 18 mai à 8h30, les antiracistes de Marseille seront présents pour entendre le jugement et marquer leur détermination avec la famille Ben Mohamed et les jeunes des Flamands à poursuivre l'action pour que justice soit rendue.

BLOC-NOTES

A Vitrolles (banlieue de Marseille) une quinzaine d'action contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples s'est terminée le 14 mai par un rassemblement de 300 personnes sous la présidence du maire de Vitrolles et avec René Mazenod, secrétaire national du MRAP. Ce rassemblement était soutenu par de nombreuses organisations dont le PS, le PCF, le PSU, le PCML, la CGT, la CFDT, la FEN, la FCPE, la CNL, la JOC, l'ADIRP, etc. Expositions, débats dans la ville, films et débats dans les écoles, concours de dessins d'enfants d'écoles primaires ont animé cette quinzaine d'action extrêmement positive pour combattre en profondeur le racisme.

IL Y A BON SENS ET BON SENS !

Lors du stage national des secrétaires de section du PCF, Georges Marchais a souligné que si « en deux ans, le gouvernement et la majorité de gauche ont fait beaucoup de bonnes choses, (...) de graves difficultés continuent de peser lourdement, en particulier la production et l'emploi... ».

Après qu'il nous avait soutenu, en particulier avec le premier plan de rigueur, que le changement allait « dans le bon sens », il est naturel de porter une grande attention à l'appréciation de Georges Marchais concernant le second plan de rigueur : « ... Il est possible d'avancer dans la solution des problèmes... Est-ce que c'est vers cette direction

que se tourne le gouvernement, avec ce qu'il a appelé "le plan de rigueur" ? ... Le fait est là, ce sont d'autres propositions que celles que nous avons formulées en faveur de la relance économique, de l'emploi et de la justice sociale qui prévalent actuellement. »

Ce n'est plus le « bon sens », mais c'est effectivement du bon sens que de reconnaître que les mesures d'austérité prises par le gouvernement et votées à l'Assemblée, y compris par les députés communistes, constituent bien une politique économique d'ensemble cohérente des plus critiquables. Georges Marchais en tirera-t-il les conséquences ?

LA YUGOSLAVIE ET LA ROUMANIE AFFIRMENT LEURS POSITIONS DANS LA LUTTE POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT

Le dirigeant du Parti communiste chinois Hu Yaobang était récemment en Roumanie et en Yougoslavie. C'est à l'occasion de son accueil à Brasov, que Ceausescu, secrétaire du parti roumain, souligna que : « Le déploiement de nouveaux missiles augmentera considérablement le danger de détruire ce continent et le reste du monde. Par conséquent, faire cesser le déploiement par les USA de nouveaux missiles et démanteler les missiles nucléaires déjà déployés constituent une question d'importance primordiale pour cette année. » Recevant Hu Yaobang à son arrivée à Belgrade, le président de la Ligue des communistes de Yougoslavie, M. Ribicic a appelé à « mener une lutte pour cesser immédiatement la course aux armements et réaliser la réduction d'armes, éliminer par les moyens pacifiques la source de la crise mondiale, s'opposer à la politique du plus fort et à la redivision du monde, s'opposer à l'impérialisme, au colonialisme et au néocolonialisme, à la manipulation, à l'hégémonie sous ses diverses formes ».

REPORT DE LA CONFÉRENCE DE PARIS SUR LA PALESTINE

L'ONU avait décidé, en septembre dernier, de tenir du 16 au 25 août prochain à Paris, une Conférence internationale sur la Palestine. Nous venons d'apprendre son report. La responsabilité en revient à l'opposition du gouvernement français à sa tenue en France et à son refus d'y participer. Les pressions sionistes ont été plus fortes que les déclarations sur le respect des droits du peuple palestinien.

Dix ans après le coup d'Etat,

LE PEUPLE CHILIEN SE DRESSE CONTRE LA DICTATURE MILITAIRE

2000 personnes interpellées et regroupées dans les stades, 550 arrestations, une radio catholique de Santiago interdite ces derniers jours. Pinochet prétend ainsi étouffer le mouvement populaire dont les manifestations du 24 mars et la Journée de protestation civile du 11 mai ont montré la pugnacité et l'ampleur.

Aux dires mêmes de la presse qui soutint le coup d'Etat, « de larges secteurs partisans du régime » sont découragés et mécontents. De fait une bonne partie des classes moyennes est sur le point d'abandonner son attitude de soutien ou de neutralité vis-à-vis de la dictature en raison d'une situation économique catastrophique. L'« ultralibéralisme » de Pinochet, inspiré par Washington, a porté ses fruits : recul de 14% du PNB en un an, recul de 21,9% de la production industrielle, chômage de 23% de la population active. L'économie chilienne, à l'instar de celle de bien d'autres pays du Tiers Monde, est complètement étranglée (17 milliards de dollars de dettes, de nouveaux emprunts exclusivement consacrés au service de la dette, etc.) et soumise au FMI et à l'impérialisme américain.

L'essor du mouvement populaire au Chili converge avec l'essor actuel des mouvements populaires en Argentine, en Uruguay, au Paraguay, au Brésil. De plus en plus, les dictatures militaires y sont contestées et isolées et l'impérialisme américain dénoncé. Même processus en Amérique centrale où le peuple salvadorien multiplie les victoires militaires et politiques et où le Nicaragua tient bon face aux provocations. Des jours sombres s'annoncent-ils pour l'impérialisme américain en Amérique latine ?